DEPARTMENT OF STATE A/CDC/MR
REVIEWED BY Department of State DATE Nov 1 1982
RDS☐or XDS☐EXT. DATE
TS AUTH TELEGRAPH REASON(S)
ENDORSE EXISTING MARKINGS ☐
DECLASSIFIED☐ RELEASABLE☑ Control: 998
RELEASE DENIED☐ 50 AUG 3 AM 8 53 10 Rec'd: August 2, 1950 p.m.
PA or FOI EXEMPTIONS

2/3

ACTION COPY

FROM:

TO: Secretary of State

NO: 174 August 2

DEPARTMENT OF STATE

King's decision to delegate power to Crown Prince Baudouin, Belgian press in general declares Belgians must now devote effort to re-establishing political calm and Belgian unity. Flemish press accuses Government of weakness in having submitted to Socialist demands. Catholic press generally resents humiliation of Government giving in to Socialist blackmail and revolutionary acts, but declares Belgians must accept King's decision and work now for calm and unity.

LA CITE BELGE remarks country will receive news without joy but with desire to respect King's hope of avoiding civil strife between Belgians. HET NIEUWS VAN DEN DAG and DE TIJD point out King's decision was solution to which Government had already agreed.

DE STANDARD says King's decision proves real power does not lie with Parliament; parliamentary majority is not united.

LA LIBRE BELGIQUE bitterly regrets news and states capitulation was prepared in one of those unsavory deals in which certain PSC leaders displayed their weakness and lack of Royalist conviction, and DE GAZET VAN ANTWERPEN says Constitution has been ridiculed by those who should show respect for it. Under headlines, most shameful day in Belgian history, DE NIEUWE GIDS remarks violence of street demonstrations victorious; it is mockery to speak of democracy, liberty and constitution.

[illegible] press headlines victory of forces of labor and [illegible] LE PEUPLE points out Socialist determination [illegible] carried. Socialist solution has always been [illegible] and promises solution constitutes deferred [illegible]. In another article LE PEUPLE states victory is [illegible] one party over another, nor victory of labor [illegible] over [illegible] class; it is victory of entire [illegible] its devotion to its institutions.

Liberal

755.11/8-250

HH

1950

PERMANENT RECORD COPY
• This copy must be returned to DC R central files with notation of action taken •
REPRODUCTION OF THIS MESSAGE IS PROHIBITED
BEST COPY AVAILABLE

PLAIN

Liberal LA DERNIERE HEURE says Belgians, in answer to King's gesture of wisdom, can only reply with understanding, equilibrium and unanimous effort to reestablish their union.

Communist papers continue to demand immediate abdication and headline, struggle is not finished and down with monarchy: long live the Republic.

MURPHY

SW:RT

PLAIN

FOREIGN SERVICE OF THE UNITED STATES OF AMERICA

2/4 11 (OVER)

SECURITY: UNCLASSIFIED

PRIORITY: AIR POUCH

EUR INDEX

For Dept. use only.

RECD AUG 11

TO: Department of State

755.11/8-250

XR 755.001

855.06

FROM: Brussels 89, August 2, 1950 2 enclosures

REF: None

1950 AUG 14 AM 3 24

ACTION: EUR

INFO: DCR EUR/X OLI IE

SUBJECT: DRAPEAU ROUGE ALLEGES U.S. PRESSURE ON ROYAL QUESTION

scm

755.11/8-250

The Drapeau Rouge of August 2, 1950 printed a front page editorial (enclosure #1) which states that the Communists want the workers to continue their struggle until the unqualified abdication of Leopold and greater benefits for workmen have been obtained. This reflects the normal Communist desire to keep disorder going as long as possible.

The editorial scoffs at the settlement which was reached and says the "compromise" was largely the result of "American pressure which was applied Sunday and Monday [July 30, 31]." The truth is that this Embassy has never intervened in the Belgian royal question.

Another article in the same edition of the Drapeau Rouge entitled Two Horses from the American Stable appears on page 3 and is signed by F. Coenen, who was formerly editor of the paper (enclosure #2).

It states that the U.S. Military Attaché, Col. Armstrong, was seen in Prime Minister Duvieusart's waiting room on Monday [July 31] and that Ambassador Murphy had immediately issued a denial of such a visit by Col. Armstrong.

The remainder of the article is to the effect that the Americans permitted the P.S.C. to bring back King Leopold but that "the American masters had certain reports in their archives suggesting that Leopold was a vicious and jaded horse, thus not capable of leading the people.....into a new world war... ..." Therefore the Americans, the article continues, have trotted out their reserve horse, Paul-Henri Spaak.

Regarding Col. Armstrong's mythical visit, it was reported in several papers, but at the Ambassador's request it was denied by Belga (the Belgian news agency) on the radio and by the newspaper Le Soir.

The rest of the article reflects Communist exasperation at the fact that order has been reestablished in Belgium and the usual attempt to blame everything on the Americans.

AUG 8 1950

Enclosures: 1/11

Chalmers B. Wood
Third Secretary of Embassy

1) Article from Drapeau Rouge of August 2, 1950.
2) Second article from same edition of Drapeau Rouge.

CBWood:mh

ACTION COPY — DEPARTMENT OF STATE

The action office must return this permanent record copy to DC/R files with an endorsement of action taken.

La lutte n'est pas finie

EN dépit du compromis mis sur pied hier en fin d'après-midi par les représentants du P.S.C., du Parti socialiste et du Parti libéral, et qui constituait pour Léopold III et son gouvernement une occasion inespérée de se tirer d'affaire dans une situation devenue pour eux inextricable, le roi a mis la nuit entière pour prendre une décision.

En fin de compte il a admis de déléguer ses pouvoirs à son fils. Il a laissé entendre au surplus qu'il abdiquerait au moment où Baudouin aurait atteint sa majorité, c'est-à-dire dans un an et demi, à la condition que le calme se rétablisse dans le pays et que les trois partis traditionnels apportent à son fils un soutien total.

Grâce à la complaisance des dirigeants libéraux et de certains dirigeants socialistes partisans du compromis à tout prix, grâce surtout à la pression américaine qui s'est exercée dimanche et lundi, Léopold III est parvenu à éviter de justesse l'abdication forcée et a cru pouvoir se contenter d'une délégation de pouvoirs à son fils.

On essaie de présenter cette situation comme valant une abdication. Car les milieux officiels sont inquiets et se rendent compte que les masses populaires jetées dans la lutte depuis huit jours ne se contenteront pas de la mesure intervenue et se retourneront avec indignation contre ceux qui l'ont préparée et acceptée.

Dans la situation du moment, après l'extraordinaire effort déployé par les travailleurs et les masses antiléopoldistes, alors que des ouvriers sont tombés mortellement blessés sous les balles des gendarmes de Léopold III et que des dizaines et des dizaines d'entre eux ont été blessés et emprisonnés, une délégation des pouvoirs n'est pas une solution qui peut donner satisfaction : il n'y a d'autre issue que l'abdication immédiate et définitive.

D'autre part, LES COMMUNIQUES DU GOUVERNEMENT SONT MUETS SUR LE CHAPITRE DES REVENDICATIONS.

Une fois de plus, Léopold III s'imagine que, lorsqu'il a sauvé son trône, tout est sauvé.

On oublie à Laeken et chez les conciliateurs que, si les travailleurs se sont soulevés contre le roi avec l'énergie dont nous avons pu mesurer l'ampleur, c'est qu'ils se dressaient en même temps contre la politique que représentent Léopold III et son gouvernement réactionnaire.

ILS ONT POSE LE PROBLEME DE LEURS SALAIRES, DE LEURS PENSIONS, DE LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE, CELUI DE LA SEMAINE DE 40 HEURES. ILS ONT RECLAME LA TENUE IMMEDIATE D'UNE CONFERENCE NATIONALE DU TRAVAIL.

ILS ONT AUSSI POSE LE PROBLEME DE LA DEFENSE DE LA PAIX.

De tout cela on ne leur dit plus rien.

Et l'on s'imagine qu'il suffit de leur annoncer une délégation des pouvoirs pour qu'ils se démobilisent et s'en retournent sagement au travail.

Ceux qui croient cela se trompent lourdement. Les masses populaires viennent de prendre conscience de leur force. En moins d'une semaine, par leurs actions décidées, elles ont acculé le roi et sa clique réactionnaire à la capitulation.

Le gouvernement affolé avait perdu le contrôle de la situation et a dû recourir aux formes de répression les plus sanglantes.

Les masses populaires ont la partie en main. Il leur suffit d'un tout dernier effort pour que le gouvernement s'écroule, pour que Léopold III soit contraint de se sauver et pour que l'on soit forcé de donner satisfaction immédiate à leurs revendications essentielles.

Contraindre Léopold III à l'abdication sans conditions, c'est du même coup créer la possibilité d'obtenir des augmentations de salaires, une réduction importante des impôts, la sauvegarde et l'amélioration de la sécurité sociale; c'est tourner le dos à la politique qui va nous imposer des charges nouvelles pour la préparation à la guerre et prolonger la durée du service militaire.

Certains dirigeants de la classe ouvrière ont cru devoir jouer le rôle de conciliateurs, ils ont cru qu'il leur appartient, non d'assurer la victoire totale des travailleurs, mais de sauver la mise de la Réaction et de son chef. C'est leur affaire. La classe ouvrière leur demandera des comptes.

En ce qui nous concerne, nous n'abandonnons pas la lutte, nous n'acceptons pas les mots d'ordre de démobilisation.

LES TRAVAILLEURS DE NOTRE PAYS ONT ENGAGE LA LUTTE POUR CHASSER LEOPOLD III SANS CONDITIONS, POUR DEFENDRE LEURS CONDITIONS D'EXISTENCE, POUR SAUVER LA PAIX DE PLUS EN PLUS MENACEE.

Nous sommes avec eux dans le combat depuis de nombreux jours, nous ne sommes pas disposés à les abandonner.

L'heure est à l'audace et à l'action résolue.

TRAVAILLEURS, NE LAISSEZ PAS ECHAPPER LES FRUITS DE VOTRE VICTOIRE !

UNCLASSIFIED

~~Single~~ enclosure to Brussels
Despatch #89 of August 2, 1950.

Drapeau Rouge
August 2, 1950

Deux chevaux de l'écurie ~~américaine~~ #2

LE colonel Armstrong, attaché militaire des Etats-Unis, a été signalé, lundi, dans les parages du ministère de M. Duvieusart.

Aussitôt M. Robert D. Murphy, ambassadeur des Etats-Unis, s'est substitué au susdit colonel pour envoyer, sous la forme d'enveloppe individuelle qui lui est si particulière, un démenti aux journaux. Car chacun sait que M. Robert D. Murphy n'est ici que pour s'occuper d'affaires exclusivement américaines, exactement comme les hauts syndicalistes professionnels de Truman séjournant dans notre pays pour s'initier uniquement au jeu de la bolotte.

Nous ne doutons guère pourtant du plaisir qu'aura éprouvé l'ambassadeur américain en lisant, dans le «Soir» et dans des journaux étrangers, l'article dans lequel Paul-Henri Spaak réclame une intervention plus énergique encore des Etats-Unis dans les affaires propres aux pays s'étant alignés sur sa patrie par le truchement du pacte de guerre Atlantique.

Cet article valait son pesant de dollars car il était publié au moment même où P.-H. Spaak jouait à Bruxelles au « révolutionnaire », à l'« insurgé » refusant de servir sous les ordres d'un Léopold III dénoncé, à juste titre, comme ayant trop le goût fasciste du pouvoir personnel. Or, l'article signé P.-H. Spaak n'avait été émis que pour déplorer le manque de cohésion des Atlantiques et le manque de décision des Etats-Unis pour imposer plus brutalement à leurs satellites leurs plans de guerre et de réarmement massif. En conclusion de quoi, et en se réclamant, tel Mussolini, Hitler ou Franco, du « nouveau » et du « révolutionnaire », P.-H. Spaak réclamait « un homme », un « civil ou un militaire », pour exiger par voie de son « autorité » personnelle et absolue et avec « grande énergie » l'exécution militaire du pacte Atlantique.

« Un Führer, un ! » Tel est en résumé l'appel lancé par P.-H. Spaak qui, jusque dans les mots utilisés reprend ceux de Hitler, son Führer américain ayant, selon lui, pour tâche de bousculer tous les comités, de mettre à ses pieds les gouvernements et de « réveiller tous les peuples ». Le cri de guerre de Hitler n'était-il pas :

« Deutschland erwache ! »

Ainsi, le grand chef du P. S. B., le pourfendeur de Léopold le Führer en appelait lui-même à un super-Führer, ne craignant pas de faire éclater lui-même tout ce qu'il y a de trouble dans sa politique.

Mais ne soyons pas des naïfs et cherchons d'où vient cette contradiction verbale chez un P.-H. Spaak.

La contradiction n'est, en réalité, qu'une apparence. Comme tout le monde le sait, les dirigeants de nos « trois partis traditionnels » sont unis, comme cochon = cochon, autour du grand maître capitaliste américain. Ce dernier aurait bien fait son affaire de Léopold, roi fasciste dont le conseiller le plus écouté fut Henri de Man qui, ne l'oublions pas, fut le co-équipier de Spaak dans la fascisation du P.O.B. Le maître américain a laissé le P. S. C. faire l'expérience d'imposer Léopold au peuple, malgré le danger certain qu'elle pouvait représenter.

Mais le maître américain avait dans ses archives, quelques rapports suggérant que Léopold était un cheval vicieux et assez usé, donc incapable de mener le peuple là où il le désire, c'est-à-dire à la nouvelle guerre mondiale, à la croisade contre l'U.R.S.S., ce qui implique préalablement des sacrifices en remplaçant le beurre par des canons. Tel est, sans l'ombre d'un seul doute, l'avis de P.-H. Spaak et, en dernière analyse, la raison profonde de son opposition à Léopold. Celui-ci les quatre fers en l'air, ou atteint de diarrhée, pour poursuivre la besogne commandée par le maître américain, P.-H. Spaak est le cheval de réserve ayant déjà servi et pouvant d'autant mieux être remis en piste ou mené dans une arène internationale pour la grande aventure guerrière qu'il a redoré son blason grâce à un «révolutionarisme» dont nous venons de dévoiler les dessous peu ragoûtants.

Mais l'action authentiquement révolutionnaire menée depuis plus d'une semaine par notre classe ouvrière contre le fascisme à la sauce P.S.C. pimentée au goût âcre de la gendarmerie, lui aura appris et lui apprendra à se méfier du tourne - veste P.-H. Spaak, capable de se déguiser en « révolutionnaire » pour accomplir la besogne la plus scandaleuse contre ses intérêts les plus sacrés.

F. COENEN.